



Communiqué de presse

28/22

Montreuil, le 10 mars 2022.

EHPAD lucratifs : les salarié.e.s sont abasourdi.e.s par les annonces gouvernementales

Il aura fallu un livre enquête « Les Fossoyeurs » avec 250 témoignages, des dépôts de plaintes des familles, des enquêtes de l'Assemblée nationale, du Sénat et des corps d'inspection pour enfin mettre en lumière ce que la Fédération Santé Action Sociale CGT avec son Union Fédérale de la Santé Privée CGT et l'ensemble de ses militant.e.s dénoncent à corps et à cris depuis des années.

La France entière s'est émue de cette insoutenable et inhumaine situation dans les EHPAD des groupes lucratifs, le gouvernement indigné promettant des enquêtes, des contrôles, des sanctions, et pourtant, la montagne vient d'accoucher d'une souris. Les militant.e.s et salarié.es d'ORPEA, de KORIAN, de DOMUSVI, de BRIDGE et de tous les autres groupes sont abasourdi.e.s : les annonces spécifiques pour les groupes gestionnaires des EHPAD privés commerciaux tiennent sur une petite page parmi les 20 annonces. Rien de coercitif, rien que des mesures dont une partie va être payée par les contribuables.

Ainsi, le renforcement des contrôles pour les établissements des groupes lucratifs va nécessiter des embauches dans les corps d'inspection, ce que la CGT salue. Elle aurait également salué que les mesures puissent être annoncées après la remise des rapports de l'IGAS et de l'IGF, prévue pour la mi-mars. Ce qu'elle salue moins, c'est que les inspections administratives, tout comme les enquêtes DREES, soient gratuites pour ces « fossoyeurs », leur permettant de faire perdurer ce système de profits boursiers et de salaires exorbitants pour leur *top management*.

7 500 EHPAD, privés, associatifs, publics, vont être contrôlés en 2 ans. Le fait de l'annoncer, c'est déjà les prévenir... et cela va donner mathématiquement 14 EHPAD par jour qui feront l'objet de ces contrôles. Quand on sait qu'à peine une centaine d'établissements sont visités chaque année, c'est encore pour nous une annonce « coup d'épée dans l'eau » qui ne servira qu'à redonner une virginité commerciale et médiatique à ces grands groupes capitalistes. Ces mastodontes pourront continuer à s'engraisser avec la bénédiction de l'Etat et les moyens financiers publics.

Ce sont des ratios obligatoires de personnels aux lits des personnes âgées qui auraient dû être la priorité, ce sont des contrôles et enquêtes administratives facturées à ces groupes qui auraient dû être imposés, ce sont des niveaux de salaires plus élevés pour les personnels qui auraient dû être décidés, mais c'est surtout la fin de ce système lucratif inhumain, qui n'existe que pour la rentabilité et non pour la bienveillance envers nos parents et grands-parents, qui aurait dû être acté.

Ces annonces ne disent rien non plus sur la maltraitance syndicale et militante, ni sur l'inexistence d'un réel dialogue social. Ces groupes s'achètent des syndicats à leur image, qui déploient leur énergie à collaborer avec les dirigeants de ce système, toutes les organisations syndicales autres ayant été rayées de la carte.

Les mesurette.s annoncées pour le secteur « très lucratif » ne freineront pas les féroces appétits financiers de ces groupes, c'est le système en lui-même qui est vicié, la santé et le soin sont incompatibles avec la marchandisation. Seul le service public et les établissements à mission de service public devraient être en charge de la prise en charge de nos aîné.e.s.

« Le choc de la transparence » annoncé par le gouvernement, c'est surtout des garanties pour sécuriser la viabilité de cet honteux commerce, et qu'à cela ne tienne, les contribuables mettront la main à la poche pour cela !...